

"L'union économique et monétaire: ombres et lumières (1)" dans Europe (22 février 1973)

Légende: Dans son éditorial du 22 février 1973, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, examine la réaction des banques centrales des Neuf face à l'afflux de dollars et au flottement de certaines devises nationales.

Source: Europe. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 22.02.1973, n° 1228. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_union_economique_et_monetaire_ombres_et_lumieres_1_"_dans_europe_22_fevrier_1973-fr-d622f411-34ce-4a05-a406-f846fcdcad6f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

L'union économique et monétaire: ombres et lumières (1)

On aura sans doute remarqué la différence sensible de ton qui caractérise les commentaires qui ont suivi la tempête monétaire et l'accalmie relative que nous connaissons maintenant.

Grosso modo, peut-on dire que dans les pays qui ont opté pour la flottation de leur monnaie, c'est-à-dire en Grande-Bretagne et en Italie, les commentaires vont plutôt dans le sens du scepticisme, c'est-à-dire qu'ils arrivent parfois jusqu'à contester non seulement la possibilité, mais même l'opportunité d'un renforcement à court terme des mécanismes de l'intégration monétaire. En revanche, dans les pays qui ont résisté à la tempête, et qui ont accepté la dévaluation du dollar comme un moindre mal, le processus d'unification des monnaies est considéré comme demeurant valable et devant être accéléré. C'est d'ailleurs dans ce sens que vont les décisions prises par le Conseil à l'initiative de la Commission.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, on peut dire en général que l'attitude plutôt sceptique à l'égard de l'union monétaire, s'est accrue à l'occasion de la dernière crise, mais elle traduit une conviction permanente assez répandue dans les milieux intéressés. En tout cas, elle est moins "circonstancielle" qu'en ce qui concerne l'Italie. Si bien que l'"Economist" a pu écrire cette semaine que probablement le monde se trouve déjà dans une situation de taux flottants, mais que pour le moment seulement cinq grands pays (la Grande-Bretagne, le Canada, l'Italie le Japon et la Suisse) avouent, avec un sens de culpabilité, de la pratiquer. Dans une certaine mesure, ils seraient donc des pionniers!

En ce qui concerne l'Italie, et à défaut d'une argumentation assez solide rattachée à la situation et à l'évolution de la balance des paiements, si une série de circonstances adverses ont été invoquées, on a tout de même soulevé un problème de fond, qui n'est certainement pas nouveau pour la Communauté. Nos lecteurs se souviennent de la longue polémique entre "économistes" et "monétaristes". M.Colombo, qui a conduit pendant des années la négociation pour l'union économique et monétaire, avait toujours insisté sur la condition préalable du fameux parallélisme, en mettant en garde ses partenaires au sujet de la fragilité intrinsèque d'accords qui n'auraient pas respecté ce parallélisme. Mais celui-ci, si facile à énoncer, et dont le principe a été finalement accepté par tout le monde, est beaucoup plus difficile à pratiquer. L'expérience s'est chargée de le démontrer et l'Italie peut dire aujourd'hui qu'il est impossible de vouloir lier entre elles des monnaies qui sont représentatives d'économie dont l'évolution diffère ou même diverge franchement. La vérité est que la Communauté n'a pas réussi jusqu'à présent à mettre en oeuvre (ou tout au moins en marche) certaines grandes actions économiques de caractère unificateur. Malheureusement, ces actions sont considérées par certains comme des opérations visant à "subventionner" ou à aider certains "pauvres" aux dépens de certains "riches". Il aurait fallu situer le débat dans son véritable contexte, qui est celui d'une profonde transformation des inter-relations des structures communautaires, en vue de la réalisation d'un développement harmonieux, dans lequel les avantages de celui qui paye ne seraient certainement pas moins importants que ceux retirés par celui qui reçoit.

L'autre terme de l'alternative serait alors, si l'on voulait maintenir un lien étroit entre les monnaies, de disposer de fonds gigantesques permettant de pratiquer une politique de soutien efficace.

Em.G.